

Mesdames, Messieurs,

Je tiens à vous exprimer toute ma gratitude pour le prix international de la Laïcité qui m'a été attribué et je suis particulièrement heureuse et honorée d'être pour cette raison aujourd'hui à Paris.

Recevoir de vous cette distinction n'a pas seulement pour moi valeur de reconnaissance d'un supposé mérite qui le justifierait dans l'orientation de mon travail jusqu'ici, même si je compte bien m'expliquer un peu sur ce que je crois comprendre de sa conformité à l'idéal de la laïcité : c'est aussi une charge dont je mesure le poids et qui m'engage publiquement, là où je suis, sur une voie plus difficile et plus dangereuse encore, parce que plus explicite, que celle qui m'a conduite à cette reconnaissance. Au point que, paradoxalement, je me demande si ce qui peut me rendre digne de votre prix, ce ne serait pas, plutôt que le mérite que vous m'accordez, celui, simplement, de l'avoir accepté.

De tradition druze, mais formée à l'école française de la république laïque, je me suis trouvée très tôt confrontée au problème de la cohabitation en moi de deux mondes, à la fois très étrangers l'un à l'autre et pourtant chacun revendiquant une forme d'autosuffisance, donc en apparence deux mondes exclusifs l'un de l'autre et dont la distance était encore accrue par la barrière de la différence des langues où ils s'exprimaient respectivement.

Je ne pouvais donc ni réduire leur dualité à la simple et sereine distinction des rapports du public et du privé (je ne connais d'ailleurs aucune authentique religiosité qui s'en contenterait), ni non plus me résoudre à une espèce de schizophrénie plus ou moins contrôlée.

Permettez-moi d'insister sur ce point, parce que l'imprécision, ici, me paraîtrait ouvrir la porte à de graves contresens, dangereux, non seulement pour le principe de la laïcité, mais pour l'idée même de république.

On entend souvent dire, sans plus, que le religieux doit se cantonner dans la sphère du privé, alors que la sphère publique reviendrait à l'Etat.

Mais heureusement que la laïcité ne s'est jamais appliquée selon la lettre de cette opposition : ce serait purement et simplement le retour aux catacombes de toute pratique religieuse, et en particulier culturelle. Il y a évidemment une dimension publique du religieux, et pas seulement dans l'ordre du visible, mais également dans toute la mesure de sa liberté d'expression qui est celle d'exprimer une vision globale de la vie, dans toutes ses dimensions, y compris politique, et même d'agir publiquement dans ce sens. Heureusement, par exemple, qu'on n'a jamais interdit un parti démocrate chrétien sous prétexte qu'il se disait chrétien, même si on pouvait en estimer la dénomination très malvenue.

Et il ne faut pas voir là un recul ni une concession de la laïcité, jusque dans sa conception française la plus stricte.

Ce n'est pas la référence religieuse qui est anti-laïque, et les établissements scolaires confessionnels ne sont pas des exemptions de laïcité ou des exceptions à son principe. Accréditer ce genre de contre-vérité, ce serait se condamner, à terme, à voir justifier l'abandon de la laïcité comme on a justifié celui du service militaire : puisque la règle est contournée, pour empêcher qu'on ne la contourne, supprimons-la.

Ce qui est anti-laïque, c'est de prétendre substituer le fondement par la seule croyance, qui est en effet intime, au fondement par la seule raison, qui est en même temps supposée a priori commune à tout homme, quels que soient son histoire, sa culture et son degré de croyance à tel ou tel contenu dogmatique.

C'est là le vrai sens du caractère public, trop souvent confondu avec celui de la publicité. Le public n'est pas nécessairement ce qui est publié, de même que le privé n'est pas nécessairement ce qui doit rester secret. On peut publier ses confessions les plus intimes et, à l'inverse, on peut faire valoir publiquement la clause du secret défense et justement au nom de l'intérêt public, c'est-à-dire celui du peuple tout entier, dans l'universalité qui en transcende la diversité de tous les particularismes.

La sphère publique, au sens non pas éditorial mais politique du terme, c'est donc celle, très définie, où doit prévaloir la seule autorité universelle de la raison, au service du peuple et indépendamment de toute autre appartenance qu'à une seule et même république : et c'est celle du service public, sous toutes ses formes. Voilà pourquoi c'est en situation de service public uniquement que la laïcité demande à ce que soit suspendue toute manifestation d'adhésion à un quelconque dogme qui se présenterait alors comme un préalable à la communication entre croyants et incroyants plutôt qu'entre simples citoyens d'une même république.

J'arrête là ces précisions, parce qu'elles me permettent maintenant d'expliquer pourquoi, dans mon vécu de la dualité du laïque et du religieux, la seule issue que j'aie trouvée a été la découverte et l'expérience de la Philosophie. Non pas d'un système philosophique particulier, ni de la Philosophie comme Histoire de la Philosophie, mais justement comme éducation au dialogue à la fois le plus intime et le plus universel. Et justement le plus universel parce que c'est d'abord au plus intime de soi qu'il s'ouvre et jusqu'à cet extrême degré d'ouverture où la pensée ne cesse, pour s'authentifier, de s'exposer d'elle-même et de s'éprouver à sa propre contradiction.

A proportion où une pensée solitaire s'exerce à l'intensité d'un tel effort de distension interne, elle s'ouvre d'autant plus extensivement à l'autre le plus lointain et le plus radicalement opposé. Elle ouvre ainsi d'abord en elle-même l'espace public de la république, et d'une république authentiquement laïque.

Et dans mon cas, c'est-à-dire dans la situation qui était la mienne d'avoir à entrer en dialogue philosophique avec ma propre tradition religieuse, l'expérience avait valeur d'a fortiori puisqu'il se trouve que la tradition druze est sans doute la plus répandue qui se veuille aussi expressément ésotérique et fondant précisément une part de son autorité sur le secret et l'impubliabilité de ses sources.

J'avais donc à relever un double défi : d'un côté, celui de prouver la capacité d'universalité en même temps que la fécondité d'un regard laïque jusque sur la religion la plus opiniâtre à s'y dérober, de l'autre, celui de transgresser, pour y parvenir, l'enfermement de la croyance dans la confusion de l'intime et du secret.

C'est pourquoi, en dépit des risques encourus de la part des autorités religieuses et de menaces explicites qu'un récent passé obligeait à prendre au sérieux, ce travail, mené dans le cadre universitaire d'un doctorat de philosophie, devait donner lieu à une publication en 2006 aux éditions l'Harmattan : « Introduction aux épîtres de la sagesse (l'ésotérisme druze à la lumière de la doctrine de Çankara) ». Mais l'enjeu me paraissait à la mesure du risque puisque, si le respect et le sérieux de l'analyse parvenaient à convaincre même l'ésotérisme le plus ombrageux de s'ouvrir à un dialogue avec l'extérieur le plus libre de toute présupposition dogmatique, alors à plus forte raison devrait-il pouvoir en être ainsi pour chacune des différentes religions qui se partagent la vie culturelle et culturelle du Liban comme terre, lui-même, de rencontre des courants les plus divers, extrémistes et potentiellement conflictuels de l'ensemble de la planète.

Or si l'on veut que des mondes aussi hétérogènes puissent communiquer entre eux autrement que sur un mode formel, voire hypocrite, ce n'est pas en multipliant les combinaisons de relations directes les uns aux autres que c'est pratiquement réalisable, l'Histoire l'a prouvé, mais sous la condition première qu'ils se traduisent chacun dans le langage commun d'un même

interlocuteur avec lequel tous puissent dialoguer, c'est-à-dire justement la Philosophie et le langage rationnel de la Philosophie.

Autrement dit, les religions ne peuvent entrer en dialogue pacifique les unes avec les autres que dans la mesure où elles s'avèrent capables d'entrer chacune en dialogue avec la Philosophie. En tant qu'elle se veut rationnelle et universelle, on peut dire que la langue de la Philosophie, c'est la langue naturelle de la laïcité.

Maintenant, on pourrait m'objecter : j'admets volontiers votre thèse que le religieux n'a pas à être cantonné dans le strict secret de la sphère privée, mais pourquoi s'efforcer à tout prix de l'inciter à en sortir, si c'est lui-même qui le revendique ? Est-ce qu'un esprit sincèrement laïque ne devrait pas plutôt s'en réjouir ou du moins s'en satisfaire comme d'un problème de moins à traiter ? La laïcité ne devrait-elle pas s'en tenir à la simple neutralité dans cette matière, c'est-à-dire à un libéralisme rigoureusement abstentionniste, plutôt que de virer à cette espèce de « laïcité positive » ou en tout cas intrusive, que vous semblez préconiser ?

Cette objection me paraît dangereusement naïve, et je voudrais m'en expliquer pour éclairer le second aspect de mon activité, à la direction du mensuel al Hasnaa et dans la création du « Forum de la Nouvelle Femme Arabe » (The New Arab Woman Forum- NAWF).

La neutralité, oui, sans aucun doute, et c'est justement ce que permet l'ascèse de la Philosophie, mais seulement pour un progrès de compréhension mutuelle et donc d'approfondissement par chacun de ses propres options. Et pourquoi la nécessité d'un tel progrès ? Mais tout simplement parce qu'aussi vrai que le privé ne peut qu'influer sur le public, il serait de la dernière naïveté de faire comme s'il n'y avait pas aussi une incidence du public sur le privé, un enjeu privé du public, et dont l'agent aussi bien que le patient le plus décisif est précisément la femme.

Ce qu'on appelle en effet d'abord la sphère du privé, c'est celle de la vie de famille, elle-même inconcevable sans une maternité, qu'elle soit naturelle, adoptive ou purement symbolique, la maternité d'une mère nourricière, à tous les sens de ce mot, assumant cette première dépendance par laquelle tout être humain doit en être passé, qu'il soit homme ou femme, celle d'avoir habité un corps de femme, d'avoir vécu en lui et par lui et d'en avoir été, d'une manière ou d'une autre, enfanté.

C'est la femme qui se trouve biologiquement affectée par la conception d'un enfant, ce n'est aucunement l'homme. Et c'est en elle, et non dans l'homme adulte, que se vit le tout premier rapport privé entre un être et un autre, la mère et l'enfant. On peut bien taxer cette vision d'archaïque ou de naïvement naturaliste, la naïveté, là encore, c'est de ne pas voir que si ce processus a valeur de modèle et même de référence normative, c'est bien précisément parce que c'est le processus naturel, c'est-à-dire celui qui se déroule dans la conformité la plus simple à la logique propre de notre devenir et d'abord du devenir femme de la femme.

Nier ce caractère normatif de la maternité naturelle revient en fait à nier la spécificité de la femme relativement à l'homme. Ce n'est pas du féminisme, c'est un futurisme culturaliste complètement déconnecté, en tout cas, du vécu de la culture actuelle, et en particulier dans le monde arabe.

Donc pour le dire d'un mot, la sphère privée, c'est essentiellement la sphère du féminin : et cela, que la femme « travaille » ou non. Enfermer le religieux dans le privé, lui-même identifié au secret, c'est par conséquent le laisser libre d'investir intégralement la sphère du féminin. C'est en cela que la femme ne peut être que la première victime de cette réduction et de ce contresens.

Et il serait illusoire de croire que, pour la délivrer de son enfermement dans le privé, il aura suffi de l'ouvrir à la vie professionnelle : cette ouverture peut aussi bien être vécue, et l'est souvent, comme un nouvel assujettissement, l'addition d'un assujettissement à un autre, et qui

la contraigne à une double vie, même et surtout dans le cas où sa vie professionnelle serait la plus émancipée de sa vie familiale.

Pour autant, il ne s'agit certainement pas d'abolir toute frontière entre le public et le privé ou entre le social et le familial, car c'est justement cette abolition qui caractérise toutes les formes de totalitarisme. Il faut seulement qu'une cohérence et une continuité soient possibles entre les deux et que la sphère domestique ne devienne pas le noyau d'origine d'une quelconque forme d'Etat dans l'Etat, je veux dire d'un Etat tyrannique dans un Etat républicain.

Je ne voudrais pas être mal comprise : une fois de plus, le but n'est surtout pas de favoriser un empiètement du public sur le privé, c'est tout au contraire de préserver la sphère privée en la protégeant de l'emprise des communautarismes identitaires où elle est la plus exposée à se dissoudre, précisément parce qu'elle est le lieu privilégié de la communication des générations dont la mère est la première médiatrice.

Et je ne suis pas non plus en train de dire que les différentes religions seraient en elles-mêmes porteuses d'une tradition d'assujettissement de la femme à l'homme, de sorte que, pour libérer la femme de l'homme, il faudrait libérer le privé du religieux, comme on a souvent l'air de le croire. Ce que je pense, pour ma part, c'est bien plutôt que la dimension communautaire du religieux est instrumentalisée au bénéfice d'un communautarisme identitaire et antirépublicain aussi bien qu'antireligieux qui instrumentalise à son tour la femme comme le premier agent de son emprise jusqu'au plus intime de la sphère du privé.

Libérer la femme, ce n'est donc pas la libérer du religieux, c'est libérer le religieux de son instrumentalisation par ce communautarisme exclusiviste qui s'oppose en tous points à l'universalisme ouvert de l'esprit laïque et républicain. Mais parce qu'un tel universalisme est ouvert, il doit pouvoir l'être aussi au religieux, c'est-à-dire à un dialogue libre et rationnel avec tout ce qu'une religion peut contenir de rationnel et de libérateur, y compris pour la femme, c'est-à-dire beaucoup plus qu'on ne le présume en général, par ignorance.

Et je crois qu'il revient en priorité aux femmes d'en prendre conscience et de favoriser d'abord entre elles ce dialogue, ne serait-ce que parce qu'elles sont à la fois les plus intéressées à ce qu'il ait lieu et les mieux placées pour l'orienter en fonction de leur expérience. Mais aussi et surtout parce que la verbalisation de leur vécu dans l'échange est déjà une forme de libération, et non pas seulement psychologique, mais bien réellement politique, dès lors que cet échange s'inscrit dans une dimension internationale, comme c'est tout l'intérêt du « Forum de la Nouvelle Femme Arabe » que de le permettre.

Son avantage et son atout majeur, c'est en effet de n'être ni un mouvement, ni une association, ni un groupe de pression qui prétendrait peser dans un sens prédéterminé parmi d'autres courants de forces en concurrence. Comme son nom l'indique, le Forum est d'abord l'ouverture d'un espace de rencontre et de débats périodiques entre interlocuteurs de toutes appartenances et de tous horizons, aussi représentatifs que possible de l'extrême diversité, pour ne pas dire même hétérogénéité, du monde arabe, incluant d'ailleurs l'influence, en lui, des cultures dites occidentales, et à un degré sans doute bien supérieur à celui où ces cultures intègrent celles du monde arabe. L'organisation en est assumée par le magazine Al Hasnaa, le premier mensuel féminin arabe, vendu dans l'ensemble du monde arabe, et qui vient de fêter le centenaire de sa création. Le Forum s'est ouvert pour la première fois en 2007 à Doubaï, puis, pour sa deuxième année, à Beyrouth.

Il ne vise qu'à un seul effet : justement l'ouverture des échanges qu'il permet. Et son efficacité ne tient qu'à une seule raison : autant le pays qui l'accueille veut profiter du prestige international de sa couverture médiatique, autant il est naturellement conduit à l'ouvrir à plus de diversité d'expressions, et ainsi à libérer la parole de chaque intervenant, d'où qu'il vienne, dans une espèce de surenchère à la liberté, une surenchère vertueuse dont il ne revient qu'à l'office d'organisation du Forum d'assumer toute la responsabilité.

Les résultats ont dépassé toutes nos espérances. Ils ont mis en évidence, d'abord spectaculairement, le besoin auquel répondait ce genre de manifestation, mais aussi, en amont, l'impressionnante capacité d'influence des femmes au plus haut niveau des Etats, pour les impliquer dans l'organisation de l'événement, influence cachée, la plupart du temps, éventuellement même voilée, influence d'épouses plutôt que de responsables directes.

Nous avons le sentiment que quelque chose de lourd est en train de bouger dans cette partie du monde et sans du tout pouvoir ni d'ailleurs vouloir présumer de l'issue de cette évolution sur le long terme. La seule certitude, c'est qu'il s'agit bien d'une évolution libératrice à nombre d'égards, et jusqu'à l'intérieur même de la sphère la plus proprement et la plus intimement religieuse.

Permettez-moi de vous dire que la force du monde arabe, dans cette logique, et sa supériorité sur le monde européen, c'est que lorsqu'il est confronté à la modernité, il n'est pas directement confronté à lui-même, il ne l'est que par la médiation de l'Occident comme de son autre.

Il ne vit donc pas la modernité dans une opposition entre son propre temps présent ou à venir et son propre passé, avec pour seule alternative d'avancer ou de reculer (donc de se renier), ce qui implique, en Europe, un a priori de valorisation de la modernité qui est pratiquement de l'ordre du tabou et qui limite considérablement les possibilités de se remettre soi-même en question. L'avantage du monde arabe, c'est qu'il ne vit pas la modernité, en tout cas pas encore, dans la linéarité d'un progrès idéalement irréversible, donc dans la succession, mais tout au contraire, dans une simultanéité des temps ou plutôt des devenirs, du plus archaïque au plus novateur, voire futuriste, et coexistant parfois sur un même territoire, même le plus réduit.

Pourvu qu'on sache en profiter, c'est une chance inouïe, peut-être fugace, de dialogue et de réflexion critique sur l'orientation à donner à notre avenir, à l'avenir de notre civilisation : et comme toujours, lorsqu'il s'agit d'évolution lourde et sur le long terme, en étant bien conscient du rôle décisif que doivent y jouer les femmes en tant que premières médiatrices du relais des générations et de l'inflexion des mœurs.

D'où cette dénomination de « Forum de la Nouvelle Femme Arabe », qui désigne la femme comme le sujet du débat, mais un sujet en devenir et dont la nouveauté se définit moins comme l'objet d'une revendication que comme l'horizon d'un avenir qui nous demeure encore problématique et largement indéterminé.

C'est aussi pourquoi je vois aujourd'hui un intérêt tout particulier à ce que ce « Forum de la Nouvelle Femme Arabe », tout en continuant d'assurer son office à l'intérieur du monde arabe, assume, dans le même temps, l'initiative d'une transposition de sa démarche au service de la construction d'un nouveau monde méditerranéen, une Méditerranée dont le Sud soit vraiment partie prenante, à part entière, dans l'union du Nord et du Sud et puisse, de ce fait, non seulement remplir pleinement son rôle dans le dialogue Nord-Sud intra-méditerranéen, mais aussi, à partir de là, en tant que médiateur d'un dialogue plus large entre l'Orient et l'Occident.

Car j'ai là-dessus deux convictions : la première est qu'il existe bien une spécificité méditerranéenne très forte et très enracinée dans l'histoire et dont l'actuelle division entre Nord et Sud affecte beaucoup plus profondément qu'on ne se l'imagine l'équilibre général du monde ; et la seconde, qu'une part essentielle de cette spécificité tient justement à son aptitude particulière à la culture du dialogue, c'est-à-dire à ce que le dialogue implique d'exigence de raison et de communicabilité universelle, dans l'enrichissement mutuel des différences, depuis les Grecs et leur propre dialogue avec l'Egypte, fût-elle mythique, jusqu'à cet étonnant creuset de la culture médiévale, à travers par exemple Saint Augustin, puis de la littérature francophone et même française moderne que constitua l'Afrique du Nord.

Et, comme je l'ai dit, cette culture du dialogue et de la rationalité à son plus extrême degré d'ouverture, c'est le fondement même de la laïcité, jusque dans son acception la plus apparemment restrictive.

C'est dans cette perspective que le Forum s'est engagé à répondre à l'invitation de Madame la Secrétaire d'Etat Fadela Amara d'ouvrir prochainement à Paris le premier « Forum de la Méditerranée au féminin ».